

Compte-rendu du déjeuner avec Charles de Marcilly

15 Octobre 2019

Le 15 Octobre 2019, le Groupe des Nouveaux Lobbyistes a eu le plaisir de recevoir un de ses anciens membres, Charles de Marcilly, membre de l'équipe institutionnelle du « European Political Strategy Centre », le think tank de la Commission européenne. Grâce à sa présentation et aux échanges qui ont suivi, le Groupe des nouveaux lobbyistes a pu décrypter les récentes évolutions institutionnelles au lendemain des élections de mai dernier.

I – Présentation de Charles de Marcilly

II – Echanges avec les participants

PRÉSENTATION DE CHARLES DE MARCILLY

Depuis 2018, Charles de Marcilly est Conseiller au sein de l'équipe institutionnelle du « *European Political Strategy Centre* ». Auparavant, il était responsable du bureau bruxellois de la fondation Robert Schuman. Au cours de sa carrière, il travaillé au sein du Parlement européen et de l'ambassade française à Washington. Il a été consultant en stratégie entre 2005 et 2008 avant de s'occuper d'une association professionnelle européenne dans le secteur de l'automobile basée à Bruxelles avant d'intégrer la fondation Robert Schuman.

ÉCHANGES ET DÉBATS

Contexte général pour la Commission européenne

La Commission a eu à gérer des crises extérieures qui disposaient d'un potentiel de déstabilisation interne significatif susceptibles de l'impacter de l'intérieur. Il est notamment possible de citer la crise économique ou la gestion des flux migratoires.

Par ailleurs, l'Union européenne, opère dans un monde plus instable dans lequel la multipolarité offre une confrontation de modèles et d'acteurs plus variés que 5 ans auparavant. Ceci a mené a des avancées significatives sur la capacité européenne à se protéger illustrée par l'utilisation des outils de défense commerciaux mais également de concurrence face aux multinationales par exemple. C'est aussi la capacité à définir des objectifs ambitieux comme sur le climat ou à reconnaître que les différentes parties du monde ne partagent pas les mêmes ambitions ou valeurs. L'affaiblissement des organisations internationales avec le retrait des états unis pour certaines d'entre elles ou leur difficulté à se réformer est un enjeu essentiel pour la prospérité à venir. On note également une concurrence pour la gouvernance mondiale dans l'obtention de postes à responsabilité dans les organisations internationales illustrée lors de la récente bataille pour la direction de la FAO. Certains acteurs utilisent les relations internationales dans une logique transactionnelle dont l'UE doit tenir compte.

Enfin, il est important de rappeler que les alliances traditionnelles, notamment avec les Etats-Unis, subissent des turbulences. Le contexte global est actuellement perturbé par le changement d'approche américain qui fragilise la Pax Americana et bouleverse ainsi les équilibres internationaux.

La Commission Juncker et ses résultats

Au cours de son mandat à la tête de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a su fluidifier le processus législatif et le travail entre les institutions avec le soutien du Parlement et du Conseil.

Les résultats en ce sens sont positifs. Plus 350 textes ont été adoptés, ce qui en pratique signifie que 28 démocraties se sont mises d'accords pour avancer. Au Conseil, dans 90% des cas les dispositions ont été acceptées sans vote. Cela signifie qu'en dépit des narratifs ou des oppositions affichées, le système européen

fonctionne et est même capable d'accélérer le processus. C'est le cas avec l'accord interinstitutionnel de décembre 2016 sur les propositions liées à la sécurité par exemple. Le temps de décision reste long, et c'est logique compte tenu de l'originalité du processus, mais les objectifs de « Mieux légiférer » ont porté leurs fruits.

Enfin, un mot a été rappelé sur les procédures d'infraction contre les états qui ne transposaient pas le délais dans les temps impartis, ce qui pouvait aussi être un enjeu récurrent pour les entreprises des secteurs concernés.

Les élections européennes et la Commission von der Leyen

Les élections européennes de mai ont modifié le paysage du Parlement européen mais également ont eu quelques effets dans la formation de coalition au niveau national. Le Parlement européen a fait face à un fort renouvellement, plus de 60%, et cherche encore à établir un équilibre entre ses différentes familles politiques. La montée des verts, des libéraux et des populistes rend les équilibres traditionnels plus difficiles à trouver.

Ces nouvelles donnes se sentent également lors du processus nomination de la tête de la Commission.

Ursula von der Leyen a présenté ses lignes directrices constituées autour de 6 priorités et en se concentrant sur des mots clés comme le climat, le social ou le digital. Dans un contexte politique difficile, Ursula von der Leyen a toutefois pu présenter une structure homogène articulée notamment autour de 3 Vice-Présidents exécutifs, ce qui est une innovation.

La prochaine Commission fera face à de nombreux challenge avec le départ du Royaume-Uni, la proposition du Green deal ou le vote du budget. L'audition du VP Timmermans a relevé le besoin de narratif commun comme cela a pu être réalisé par le passé, avec une politique industrielle innovante, et qui protège les investissements.

Malgré les efforts de la Commission Juncker, la question du budget pluriannuel risque de prendre du temps pour arriver à un accord. Le départ britannique et le manque de volonté des états membres pour être plus ambition, a contraint la Commission a proposé un projet entraînant des coupes de l'ordre de 6%.
